Les limites de la responsabilité sociale des entreprises

Partage international n° 103 – Mars 1997

par David Korten

Une citation bien connue figure au dos de chaque numéro de la revue d'une association de cadres progressistes de l'industrie cherchant à faire jouer la responsabilité sociale des entreprises. On peut y lire : *« Les entreprises sont devenues, au cours du demi-siècle écoulé, l'institution la plus puissante de la planète. Il est nécessaire que dans toute société, l'institution dominante assume la responsabilité de l'ensemble… Toute décision prise, toute action engagée doit être envisagée à la lumière de ce genre de responsabilité. »*

Il est vrai que les entreprises sont devenues l'institution la plus puissante de la planète. Prenons les statistiques : les 500 plus grandes industries du monde, qui emploient seulement 0,0005 % de la population mondiale, contrôlent 25 % de la production économique mondiale. Les 300 premières multinationales, hormis les établissements financiers, possèdent à peu près 25 % des capitaux productifs mondiaux. Parmi les 100 plus grandes entités économiques mondiales, 50 sont actuellement des sociétés – banques et établissements financiers non compris. Les actifs réunis des 50 plus grandes banques commerciales et sociétés financières diversifiées s'élèvent à près de 60 % des 20 000 milliards de dollars de réserves en capital productif. Sur les seuls marchés monétaires internationaux, plus de 1 000 milliards de dollars changent de mains chaque jour dans la recherche du profit immédiat, sans lien aucun avec la production ou le commerce des services et des biens réels.

La concentration du contrôle des marchés progresse à vive allure. *The Economist* signalait récemment qu'en ce qui concerne les biens de consommation durables (automobiles, aéronautique, aérospatiale, composants électroniques, électricité et électronique, industries de l'acier) les cinq premières firmes contrôlent plus de 50 % du marché *mondial*.

La puissance des entreprises est une évidence. Toutefois, les appels adressés aux cadres d'entreprises, pour qu'ils usent de ce pouvoir sérieusement, esquivent souvent nombre de questions importantes :

– Les directeurs d'entreprises publiques ont-ils le choix de les diriger dans l'intérêt public ?

– Faut-il admettre qu'une personne qui se trouve être à la tête d'une puissante société ait la sagesse et la motivation lui permettant de prendre des décisions en faveur de tous ?

– Les entreprises mondiales, leurs directeurs généraux ou leurs propriétaires ont-ils un droit naturel leur permettant d'exercer un tel pouvoir sur le reste de la société ?

– La domination des entreprises est-elle désirable ? Est-elle inévitable ?

En ce qui concerne la première question, considérons les deux cas suivants :

La Stride Rite Corporation, compagnie fabriquant des chaussures, était connue depuis des années pour sa politique consistant à implanter des usines et des services de distribution dans les quartiers les plus touchés par la crise, à l'intérieur des villes et dans les communautés rurales, afin de leur redonner une vitalité et de procurer des emplois sûrs et bien rémunérés aux minorités. Arnold Hiatt, directeur général de la Stride Rite, était personnellement profondément engagé dans cette politique. En 1984, la concurrence provoqua une chute de 68 % des revenus de cette compagnie, son premier échec en 13 ans. Passant outre à la forte opposition d'A. Hiatt, le conseil d'administration décida que la compagnie ne pouvait rester concurrentielle qu'en sous-traitant la production à l'étranger, dans les pays à bas salaires, comme le faisaient leurs concurrents. Le raisonnement du conseil d'administration, probablement exact, le conduisit à estimer que, si la production n'était pas déplacée à l'étranger, la compagnie serait exposée à une OPA agressive, par un acheteur qui verrait là une occasion d'engranger un profit substantiel en effectuant cette délocalisation. A. Hiatt démissionna et la production se déplaça en Chine.

La Pacific Lumber Compagny, entreprise familiale alimentée par des possessions considérables de

séquoias millénaires en Californie, était depuis des années pionnière en matière d'exploitation durable du bois. Elle assurait de généreux avantages à ses employés, alimentait parfaitement son fonds d'assurance vieillesse et ne pratiquait aucune politique de licenciement quand le marché du bois de charpente était en baisse. Cela en faisait une entreprise « citoyenne » au sein de la communauté locale. Mais cela en faisait également une cible de premier choix pour une OPA. Charles Hurwitz, un « monteur » d'OPA, en prit le contrôle par une OPA agressive. Immédiatement, il doubla le taux d'abattage des arbres millénaires appartenant à la compagnie, ouvrant au milieu de la forêt un couloir de 2,5 km qu'il nomma d'un ton goguenard *« notre piste d'étude de la vie sauvage pour biologistes ».* Il draina ensuite 55 des 93 millions de dollars du fonds d'assurance vieillesse et investit les 38 millions restant en rentes de l'Executive Life Insurance Compagny, laquelle avait financé les obligations (à intérêts élevés et à haut risque) permettant l'achat, et fit faillite par la suite.

En l'absence de surveillance gouvernementale, les sociétés ne sont officiellement responsables qu'envers leurs actionnaires, ce qui, à l'heure actuelle, signifie les marchés financiers mondiaux. Nous constatons là les implications de la transformation du système financier mondial. Avec l'accroissement des fonds communs de placement et des fonds de retraite, la plupart des fonds d'investissement sont confiés à des gestionnaires professionnels dont les performances peuvent se mesurer aux résultats quotidiens figurant dans la grande presse mondiale. En réponse aux pressions visant à l'obtention de profits immédiats, ces fonds ont tendance à avoir une vitesse de rotation élevée, puisque leurs gestionnaires spéculent sur les variations à court terme des cours des actions et autres instruments financiers. Ne s'intéressant qu'à la variation quotidienne du cours des valeurs, ces intermédiaires sont de plus en plus coupés du monde réel des gens, de la nature et de l'activité productive. Les conséquences sociales et écologiques de leurs décisions ne s'inscrivent jamais sur les écrans de leurs ordinateurs. Leur monde est purement celui de l'argent.

Voilà le système envers lequel les directeurs actuels de sociétés sont responsables. Ils subissent à leur tour d'énormes pressions pour obtenir des résultats financiers immédiats. Et le moyen le plus sûr d'obtenir ces résultats immédiats que les marchés financiers exigent est de transférer autant de charges de l'entreprise que possible sur la communauté. Ce système expulse un Arnold Hiatt qui cherche vraiment à gérer dans l'intérêt de la communauté, et il récompense et glorifie un Charles Hurwitz qui est prêt à sacrifier l'intérêt de la communauté à son profit personnel, quel que soit le moyen employé. Il suffit de lire la presse des affaires pour se rendre compte de toute l'adulation dont sont l'objet ces directeurs qui sont prêts à licencier des milliers d'ouvriers en un clin d'œil afin d'affiner les résultats financiers sur leur rapport de fin d'année.

Une réforme politique

Est-il possible de gérer une entreprise moderne en toute responsabilité, au mieux de l'intérêt public, et de survivre ? Seulement dans des limites précises ou dans des créneaux spécialisés du marché. Faut-il admettre que ceux qui s'élèvent jusqu'aux sommets du pouvoir dans les entreprises sont mus par des mobiles sociaux ? Certains le sont, mais ce ne sont pas les mobiles sociaux qui décident du succès des entreprises. Les sociétés commerciales détiennent-elles leur pouvoir en vertu d'un droit naturel ? Le droit divin, qu'il s'agisse de celui des rois ou des directeurs généraux, est incompatible avec la démocratie. La domination par ces sociétés est-elle désirable ? Nos politiciens, tout corrompus et adonnés à l'auto-glorification qu'ils soient, doivent du moins affronter l'électorat et se présenter aux élections de temps en temps. La plupart d'entre nous ne désirent pas vraiment laisser aux cadres de Philip Morris le soin de décider de la meilleure façon de réduire le tabagisme des adolescents. La domination par les entreprises est-elle inévitable ? Seulement si les lois que nous choisissons de mettre en place le permettent. Les citoyens ont le droit de changer ces lois, toutes les fois qu'ils le décident.

La question de la responsabilité en affaires nécessite d'être repensée fondamentalement. Oui, nous devrions exiger des cadres qu'ils gardent une morale élevée et qu'ils soient responsables envers la communauté des conséquences de leurs actes. Mais il serait stupide de transférer la responsabilité du bien de tous à des cadres de sociétés, en s'attendant à ce qu'ils soient des « rois » bons et honnêtes, quand le système dans lequel ils travaillent accorde ses récompenses les plus lucratives à ceux qui ne sont ni bons ni honnêtes. Plutôt que de concentrer notre attention sur une réforme des cadres d'entreprises – qui comptent déjà parmi eux un nombre considérable d'Arnold Hiatt luttant contre les forces supérieures pour faire ce qui est équitable – nous devrions nous concentrer sur la réforme du système au sein duquel les cadres travaillent.

Une réforme politique, visant à libérer les entreprises de la politique, serait une première étape importante. Les entreprises sont des institutions publiques créées

selon des statuts rendus publics pour servir un intérêt public. Leur véritable rôle est de suivre les règles, pas de les établir. Ces règles ont précisément pour objet de restreindre la liberté d'action des entreprises. Si les entreprises ont plus de pouvoir que les gouvernements élus démocratiquement, la réponse appropriée pour les citoyens est de ne pas abandonner la démocratie, de corriger ce pouvoir et de restaurer la démocratie.

Les citoyens, agissant à travers leurs gouvernements, doivent réaffirmer leur droit d'établir les règles pour ceux qui font des affaires dans le cadre de leur juridiction politique. Il leur faut restaurer leur autorité et se donner le droit de révoquer les statuts des sociétés enfreignant la loi ou simplement ne servant pas l'intérêt public tel que les citoyens ont décidé de le définir. Ils doivent exiger que la loi anti-trust soit rigoureusement appliquée, afin de briser les groupes acquérant des pouvoirs de monopoles. Et ils doivent établir, par des règlements, des redevances, des pénalités et des politiques de taxation, un système qui récompense ceux qui assument leurs charges et pénalise ceux qui ne le font pas.

Si nous prenons au sérieux cette question de la responsabilité en affaires, il nous faut créer dans ce domaine un système qui récompense les sociétés qui sont responsables aux yeux de l'ensemble de la communauté, et qui élimine les irresponsables. Un système qui est presque l'inverse de celui que nous avons à l'heure actuelle.

Pour plus d'informations : PCD Forum, 14 East 17th Street, Suite 5, New York, NY 10003, USA. Fax : 212-242-1901.

Etats-Unis **Auteur** : David Korten, cofondateur de Yes! Media, président du Forum des économies vivantes, membre du Club de Rome, et auteur d'ouvrages majeurs, notamment Quand les multinationales gouvernent le monde (Ed. Yves Michel) et Change the story, change the future : A living economy for a living Earth (non traduit).
Thématiques : Société, Économie
Rubrique : Divers